

L'élection présidentielle du Salvador de 2019 : questions pour le développement démocratique

*Dennis P. Petri*¹

L'élection présidentielle du 3 février 2019 au Salvador s'est déroulée de manière relativement pacifique et transparente.² Il y a là un exploit en soi, si l'on considère que la démocratie salvadorienne est jeune et que les accords de paix qui mirent fin à une très violente guerre civile n'ont été signés qu'en 1992.³ Malgré de graves défis sociaux, le Salvador paraît avoir pris l'habitude des élections.

Cette élection a très vite été qualifiée « d'historique » parce qu'elle a mis fin au bipartisme qui a caractérisé la vie politique du pays depuis son retour à la démocratie. En effet, le candidat victorieux, Nayib Bukele, se présentait comme un *outsider* – ce qui n'est pas tout à fait correct, comme nous le verrons – qui a détruit électoralement les partis de droite *Alianza Republicana Nacionalista* [*Alliance Républicaine Nationaliste, ARENA*] et de gauche *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* [*Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale, FMLN*], qui avait alterné au pouvoir pendant des décennies.⁴

Le contexte de l'élection était celui d'une fatigue généralisée vis-à-vis des partis politiques traditionnels qui n'ont pas réussi à apporter des réponses satisfaisantes aux deux principaux problèmes du pays : les inégalités sociales et l'insécurité. Qui plus est, des scandales de corruption d'une ampleur vertigineuse, impliquant le président sortant, Salvador Sánchez Cerén, ainsi que

¹ Contact : dp.petri@gmail.com

² “Observadores de la OEA destacan que jornada electoral fue pacífica”, *El Mundo*, 4 février 2019, <https://elmundo.sv/observadores-de-la-oea-destacan-que-jornada-electoral-fue-pacifica/>.

³ “El Salvador: de la guerra civil a unas elecciones determinantes”, *France24*, 1 février 2019, https://www.france24.com/es/20190201-el-salvador-elecciones-presidenciales-candidato?ref=tw_i.

⁴ “Nayib Bukele rompe con el bipartidismo en El Salvador en una elección presidencial histórica”, *Diario La Huella*, 3 février 2019, <http://www.diariolahuella.com/articulo/politica/nayib-bukele-rompe-bipartidismo-salvador-eleccion-presidencial-historica/20190203204150008753.html>.

plusieurs ex-présidents appartenant aux deux partis déjà mentionnés, ont fait perdre toute crédibilité à la classe politique traditionnelle.⁵

Nayib Bukele, d'origine palestinienne, jeune et charismatique (il a 38 ans), avait un bilan jugé très positif comme maire de Nuevo Cuscatlán (2012-2015) et San Salvador (2015-2018). Il a su tirer avantage de l'insatisfaction populaire. Sa campagne était radicalement différente, concentrant tout son budget sur les réseaux sociaux, alors que ses opposants privilégiaient les rassemblements physiques traditionnels.⁶ Sa victoire est écrasante : il gagne au premier tour avec 53,1% des voix.⁷ Dans cet article, je présente quelques clés pour interpréter l'élection salvadorienne. Mes observations ne sont pas exhaustives, mais doivent être prises comme compléments aux analyses qui ont déjà été publiées. Je commente successivement la phase pré-électorale, le bilan de l'élection et les défis que pose la phase post-électorale, avant de conclure sur quelques questions soulevées par cette élection concernant le développement démocratique du pays.

1. La phase pré-électorale

De la phase pré-électorale, trois points centraux peuvent être retenus. Le premier concerne l'énorme impact des révélations sur la corruption généralisée dans les deux partis traditionnels, le FMLN et ARENA, qui s'ajoutent aux cas des ex-présidents Mauricio Funes Cartagena (2009-2014), Elías Antonio Saca (2004-2009) et Francisco Flores (1999-2004).⁸ Le premier, qui fait face à quatre accusations de corruption et de blanchiment d'argent, s'est exilé au Nicaragua.⁹ Le deuxième a été condamné à dix ans de prison pour enrichissement illicite ; dans sa confession en justice il a dévoilé l'implication de nombreux autres fonctionnaires politiques dans la corruption. Le dernier, qui a été condamné, entre autre charges, pour avoir détourné des fonds destinés aux

⁵ "Anti-graft candidate poised to win El Salvador presidency", *The Guardian*, 1 février 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/feb/01/anti-graft-candidate-poised-to-win-el-salvador-presidency>.

⁶ "Nayib Bukele, el rey de las redes sociales y de las encuestas que nunca debatió ni recorrió el territorio", *El Salvador Times*, 4 février 2019, <https://www.elsalvadortimes.com/articulo/politicos/nayib-bukele-candidato-redes-sociales/20190131173241054385.html>.

⁷ Toutes les données électorales qui sont mentionnées dans cet article sont du Tribunal Suprême Electoral du Salvador (<https://www.tse.gob.sv/>).

⁸ "El Salvador estancado en lucha contra la corrupción", *El Mundo*, 30 janvier 2019, <https://elmundo.sv/el-salvador-estancado-en-lucha-contra-la-corrupcion/>.

⁹ "Nueva orden de captura contra Mauricio Funes", *El Mundo*, 30 janvier 2019, <https://elmundo.sv/nueva-orden-de-captura-contra-mauricio-funes/>.

victimes d'un tremblement de terre, est mort en prison.¹⁰ Funes et Saca auraient même complotés pour intervenir dans des investigations judiciaires.¹¹ Quant au président sortant, Sánchez Cerén (2014-2019), il est questionné pour des « sursalaires » (*sobresueldos*) qui auraient été payés illégalement à ses ministres.¹²

Il n'est pas nécessaire ici de décrire en détails ces cas de corruption. Force est de remarquer à quel point ces scandales ont influencé le processus électoral. Ce n'est pas une exagération de dire que ces sujets ont dominé les titres des journaux et étaient la principale préoccupation des salvadoriens pendant la campagne. En conséquence, il était clair que le bipartisme n'avait aucune chance de se perpétuer.¹³ La corruption a aussi catapulté la popularité de Bukele qui ne cessait de répéter tout au long de la campagne électorale « *Devuelvan lo robado* » (« rendez ce qui a été volé »), en référence aux nombreux cas de détournement de fonds.¹⁴

Le deuxième point à retenir de la phase pré-électorale concerne les nombreuses attaques contestant la légitimité de la participation des candidats à l'élection, au point où on a qualifié la campagne de « sale ».¹⁵ Au lieu de débattre des contenus de leurs projets politiques, les quatre candidats ont remis en cause la légitimité, parfois même la légalité, de leur candidature. Rappelons qui sont les quatre candidats à l'élection présidentielle : Hugo Martínez, ex-ministre des Relations Extérieures (FMLN), le parti au pouvoir ; Carlos Calleja, homme d'affaires (ARENA) ; Nayib Bukele (*Gran Alianza por la Unidad Nacional [Grande Alliance pour l'Unité Nationale, GANA]*) et Josué Alvarado, un homme d'affaires qui a fait sa fortune aux États-Unis (*VAMOS*).¹⁶

¹⁰ “3 expresidentes de El Salvador son investigados por corrupción”, *InSight Crime*, 15 février 2016, <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/3-expresidentes-el-salvador-investigados-corrupcion/>.

¹¹ “Expresidentes salvadoreños se aliaron para planificar actos de corrupción”, *InSight Crime*, 21 décembre 2018, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/expresidentes-salvadorenos-corrupcion/>.

¹² “Los recibos originales de los sobresueldos del primer gobierno del FMLN”, *El Faro*, 29 janvier 2019, <https://investigacion.elfaro.net/sobresueldos/los-recibos-originales-de-los-sobresueldos-del-primer-gobierno-del-fmln>.

¹³ “El Salvador: cierre de campañas apunta a fin de bipartidismo”, *Voice of America*, 28 janvier 2019, <https://www.voanoticias.com/a/el-salvador-cierre-de-campanas-apunta-a-fin-de-bipartidismo/4761466.html>.

¹⁴ ““Devuelvan lo robado”: La frase que más castiga a ARENA en estas elecciones y su creador”, *La Página*, 30 janvier 2019, <https://www.lapagina.com.sv/nacionales/devuelvan-lo-robado-la-frase-que-mas-castiga-a-arena-en-estas-elecciones/>.

¹⁵ “El Salvador ha tenido una de las peores campañas electorales”, *INFORMATVX*, 27 janvier 2019, <https://informatvx.com/el-salvador-ha-tenido-una-de-las-peores-campanas-electorales/>.

¹⁶ “El Salvador elige al próximo presidente”, *El Mundo*, 2 février 2019, <https://elmundo.sv/el-salvador-elige-al-proximo-presidente/>.

Martínez, parce qu'il a fait partie des gouvernements de Funes et Sánchez, est associé au scandale des sursalaires évoqué plus haut, et a été sévèrement attaqué par Bukele sur ce point. Bukele s'en est aussi pris à ARENA qui, selon la confession en justice de l'ex-président Flores, aurait reçu une importante somme d'argent détournée, dont une partie n'a jamais été retrouvée.¹⁷ Calleja est accusé de ne pas avoir le droit de participer à l'élection parce qu'une de ses entreprises avait obtenu une concession publique de l'État, ce qui est interdit par le Code Électoral pour un candidat à la Présidence de la République.¹⁸ Sa défense était qu'il avait renoncé en 2017 à l'entreprise qui a obtenu cette concession, avant de se porter candidat.¹⁹

Alors que Bukele accuse toute la classe politique d'avoir perdu toute légitimité en raison de sa corruption, il est lui aussi très attaqué par ses adversaires. Il est accusé d'être un candidat « populiste », qui fait écho aux plaintes de la population mais n'a pas de véritables propositions politiques.²⁰ De plus, son bilan comme maire de deux villes ne serait pas aussi positif qu'il n'y paraît. Il aurait laissé les finances de ces villes déficitaires,²¹ et aurait payé les gangs pour assurer la sécurité.²² Il ne serait pas non plus l'outsider qu'il veut faire croire : il a fait toute sa carrière politique dans les rangs du FMLN. (Bukele n'a quitté le FMLN qu'après avoir été expulsé en 2017 suite à une présumée agression verbale et physique contre une représentante locale.²³)

Bukele a été victime d'attaques, lui aussi, visant à l'empêcher de se présenter à l'élection. Le parti politique que Bukele a créé après son expulsion du FMLN, *Nuevas Ideas [Nouvelles Idées]*, ne

¹⁷ “Bukele critica a ARENA y FMLN en un mensaje de Facebook”, *El Mundo*, 31 janvier 2019,

<https://elmundo.sv/bukele-critica-a-arena-y-fmln-en-un-mensaje-de-facebook/>.

¹⁸ “Presentan solicitud de cancelación a la candidatura de Calleja en el TSE”, *Última Hora*, 28 janvier 2019,

<http://ultimahora.sv/presentan-solicitud-de-cancelacion-a-la-candidatura-de-calleja-en-el-tse/>.

¹⁹ “Calleja niega tener concesiones del Estado”, *El Mundo*, 9 janvier 2019, <https://elmundo.sv/calleja-niega-tener-concesiones-del-estado/>.

²⁰ “A votar, aunque no sea la solución”, *El Faro*, 31 janvier 2019, <https://elfaro.net/es/201901/columnas/22971/A-votar-aunque-no-sea-la-solucion.htm>; “Duras críticas a Bukele por rehuir al debate UES”, *El Mundo*, 18 décembre 2018, <https://elmundo.sv/duras-criticas-a-bukele-por-rehuir-al-debate-ues/>.

²¹ “Muyschondt señala que Bukele deja deuda de \$270 millones en Alcaldía de San Salvador”, *elsavadorgram*, 26 avril 2018, <https://elsavadorgram.com/2018/04/muyschondt-senala-que-bukele-deja-deuda-de-270-millones-en-alcaldia-de-san-salvador/>.

²² “Bukele negoció con pandillas para gobernar San Salvador, señala periódico digital”, *La Prensa Gráfica*, 30 juin 2018, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Bukele-negocio-con-pandillas-para-gobernar-San-Salvador-senala-periodico-digital-20180630-0057.html>.

²³ “Bukele, el milenial que se perfila como sucesor de Sánchez Cerén”, *La Prensa*, 31 janvier 2019, <https://www.laprensa.hn/mundo/1255022-410/navib-bukele-elecciones-presidenciales-el-salvador-gana>.

s'était pas inscrit à temps pour pouvoir participer à l'élection présidentielle.²⁴ Bukele décide alors de s'inscrire sous le drapeau de *Cambio Democrático* [Changement Démocratique], mais ce parti s'est vu refuser son inscription par le TSE, pour un technicisme très controversé.²⁵ En moins de trois jours, Bukele trouve alors une alternative qui a surpris tout le monde, en utilisant GANA, un parti politique né comme conséquence d'un schisme d'ARENA, pour pouvoir se présenter.²⁶ Enfin, Alvarado est également attaqué sur la légalité de sa participation à l'élection. Il est « accusé » d'être pasteur évangélique, ce qui rendrait inconstitutionnelle sa candidature.²⁷ La Constitution salvadorienne semble claire sur ce point, encore faut-il l'interpréter. Son article 82 dit en français : « Les ministres des cultes religieux et les membres en activité des forces armées ne peuvent appartenir à des partis politiques ni se faire élire. »²⁸ L'interprétation du terme « ministre » n'est toutefois pas évidente. En effet, on pourrait argumenter que la profession de pasteur dans les églises protestantes est plutôt comparable à un professeur et n'est pas un ministère comme c'est le cas du sacrement catholique de l'ordination sacerdotale. Le TSE n'a pas tenu ce raisonnement mais a jugé qu'Alvarado n'était pas pasteur de profession.²⁹ Bien qu'il ait parfois dirigé des services évangéliques, il s'est toujours présenté comme homme d'affaires, sans avoir de position formelle dans une église.³⁰ (L'électorat a par ailleurs considéré peu intéressante le projet d'Alvarado, qui n'a obtenu que 0,77% des voix.)

Le troisième point concerne le rôle décisif qu'ont joué les réseaux sociaux dans la campagne électorale. Bukele n'a participé à aucun débat télévisé avec ses adversaires et n'a tenu que très peu de meetings. Sa stratégie était basée exclusivement sur les réseaux sociaux, qu'il maîtrise mieux

²⁴ “TSE avala inscripción de Nuevas Ideas, pero no podrá participar en las elecciones de 2019”, *El Salvador Times*, 23 août 2018, <https://www.elsalvadortimes.com/articulo/politicos/tse-avala-inscripcion-nuevas-ideas/20180821142352047228.html>.

²⁵ “TSE ordena cancelar al CD y mantiene a su diputado”, *El Mundo*, 26 juillet 2019, <https://elmundo.sv/tse-ordena-cancelar-al-cd-y-mantiene-a-su-diputado/>.

²⁶ “Nayib Bukele se convierte en candidato presidencial de GANA”, *El Mundo*, 29 juillet 2019, <https://elmundo.sv/nayib-bukele-se-convierte-en-candidato-presidencial-de-gana/>.

²⁷ “Demanda en Sala contra candidatura de Alvarado”, *El Mundo*, 30 novembre 2018, <https://elmundo.sv/demanda-en-sala-contracandidatura-de-alvarado/>.

²⁸ *Constitución Política de la República de El Salvador*, https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/171117_072857074_archivo_documento_legislativo.pdf.

²⁹ “Miguel Cardoza: Candidatura de Josué Alvarado sigue vigente”, *La Página*, 7 janvier 2019, <https://www.lapagina.com.sv/nacionales/miguel-cardoza-candidatura-de-josue-alvarado-sigue-vigente/>.

³⁰ Entretien personnel avec Josué Alvarado à San Salvador le 3 juillet 2018 ; “Josué Alvarado niega ser pastor evangélico”, *El Mundo*, 19 décembre 2018, <https://elmundo.sv/josue-alvarado-niega-ser-pastor-evangelico/>.

que les autres candidats. Il a en effet plus de dix fois plus d'adeptes sur Twitter que ses adversaires³¹ et il a investi presque 10 millions de dollars pour se répandre sur les réseaux sociaux.³² Bukele a néanmoins violé quelques règles. En particulier, il a ignoré l'obligation de « silence électoral » trois jours avant l'élection.³³ S'appuyant sur une entreprise de communication dont il est le propriétaire, qui avait pris en charge plusieurs campagnes électorales du FMLN quand il était encore membre de ce parti,³⁴ il a utilisé des techniques illégitimes de manipulation des réseaux sociaux, en créant des faux comptes activés par des *bots*.³⁵

2. Bilan de l'élection

Sur l'élection elle-même, beaucoup de choses ont déjà été dites. Hormis quelques aspects mineurs qui relèvent de la technique électorale – il y a eu quelques cas d'électeurs ayant pris des photos de bulletins de vote, d'achats de votes et de transports d'électeurs ; les présidences des bureaux de vote n'étaient souvent pas bien formées – et qui ont été rapportées par les différentes missions d'observation électorale dans le pays, le jour de l'élection s'est déroulé de manière tranquille, sans incidents majeurs.³⁶ Trois observations générales peuvent néanmoins être faites.

La première est le constat de l'acquis d'une culture démocratique par les salvadoriens. En effet, les salvadoriens considèrent les élections comme quelque chose de normal. Ils semblent bien connaître leurs devoirs civiques, comprennent généralement l'importance du vote et savent comment et où voter. De plus, le mécontentement généralisé de la population salvadorienne à

³¹ “6 claves para entender las elecciones en El Salvador”, *CNN en español*, 29 janvier 2019, <https://cnnespanol.cnn.com/2019/01/29/6-claves-para-entender-las-elecciones-en-el-salvador/>.

³² “Fórmula de GANA gastó \$9.4 millones en campaña”, *La Prensa Gráfica*, 2 février 2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Formula-de-GANA-gasto-9.4-millones-en-campana-20190201-0372.html>.

³³ “La campaña se mantiene en las redes sociales”, *La Prensa Gráfica*, 31 janvier 2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/La-campana-se-mantiene-en-las-redes-sociales-20190131-0379.html>.

³⁴ “¿Quién es Nayib Bukele, el presidente electo de El Salvador?”, *CNN en español*, 4 février 2019, <https://cnnespanol.cnn.com/2019/02/04/quien-es-nayib-bukele-el-candidato-presidencial-lider-en-la-contienda-de-el-salvador/>.

³⁵ “Dos investigaciones revelan manipulación de Bukele en las redes sociales”, *La Prensa Gráfica*, 30 janvier 2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Dos-investigaciones-revelan-manipulacion-de-Bukele-en-las-redes-sociales-20190129-0404.html>; “Hay “legiones de cuentas falsas” para candidato de GANA”, *La Prensa Gráfica*, 30 janvier 2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Hay-legiones-de-cuentas-falsas-para-candidato-de-GANA-20190129-0405.html>.

³⁶ Organización de los Estados Americanos, *Informe Preliminar MOE. La Misión de Observación Electoral de la OEA celebra otra elección pacífica en El Salvador*, 4 février 2019, <http://www.oas.org/eomdatabase/GetFileA.aspx?id=412-1132-36-0>.

l'égard des partis politiques traditionnels et de la corruption systémique s'est exprimé, comme il se doit, par les urnes et non pas de façon violente. Ceci n'est pas, comme je l'ai dit, quelque chose d'évident en vue de l'histoire récente du pays.

La seconde observation concerne l'interprétation de l'expression du désenchantement par l'électorat salvadorien. On peut avancer qu'elle s'est exprimée de deux façons : d'abord par un taux d'abstention historiquement élevé de 54,5% (seulement en 1999, le Salvador avait connu un taux d'abstention plus élevé, de 61,4%); ensuite par un vote de protestation pour Bukele, le candidat qui incarnait le rejet de la classe politique traditionnelle : bien qu'il ait obtenu 53,1% de votes exprimés, son soutien ne représente que 24,2% des électeurs inscrits. Si on additionne ces deux chiffres, on peut déduire que le rejet de la politique traditionnelle comprend près de trois quarts de l'électorat. Cette donnée jette aussi de l'ombre, non seulement sur la légitimité de Bukele – on pourrait penser que c'était l'abstention qui l'a fait gagner –, mais aussi sur l'exercice électoral en général.

Enfin, la troisième observation porte sur le contexte généralisé d'insécurité citoyenne du pays qui a eu, sans aucun doute, des conséquences pour le développement des élections. Bien qu'il s'agisse d'un problème qui n'est pas directement lié à l'élection, il limite la liberté des électeurs et du personnel du TSE pour se déplacer vers certains bureaux de vote, surtout dans les zones rurales où les gangs (*pandillas* ou *maras* dans l'argot salvadorien) agissent sans véritable opposition des forces de l'ordre. Pour obtenir l'autorisation d'ouvrir des bureaux de vote dans certaines zones, les représentants du TSE ont même dû négocier avec les gangs.³⁷ Les gangs avaient directement influencé les élections en 2014, en menaçant des électeurs pour les éviter d'exprimer leur vote.³⁸

3. Défis pour la phase post-électorale

Le bon déroulement de la journée électorale ne garantit pas une bonne gestion de l'État par la suite. Il convient ici de rappeler la distinction classique entre « démocratie électorale » et « démocratie substantielle ». Comme le rappelle Dahl (2000), au-delà des élections, il y a une « deuxième dimension » de la démocratie, qui renvoie à la question de savoir si les institutions politiques

³⁷ Entretiens personnels réalisé avec des fonctionnaires du TSE à San José Villanueva et à Santa Tecla le 2 février 2019.

³⁸ « ARENA denuncia que pandillas piden voto por FMLN », *El blog*, 8 janvier 2014, <http://elblog.com/politica/arena-denuncia-que-pandillas-piden-voto-por-fmln.html>.

prennent effectivement en compte les besoins et les demandes de la population, c'est-à-dire si elles sont en mesure d'incorporer les revendications sociales dans les politiques publiques et d'obtenir des résultats économiques et sociaux. Sur cet aspect, le système politique du Salvador laisse, malheureusement, beaucoup à désirer. En plus de la lutte contre la corruption, le pays a besoin de solutions à deux problèmes structurels : la sécurité et les inégalités sociales, deux sujets qui ont été peu abordés pendant la campagne électorale, mais qui n'en sont pas moins urgents.

Dans l'électorat, les attentes vis-à-vis de Bukele sont donc énormes. D'une certaine façon, il ne peut que décevoir tant les attentes sont élevées. Malgré le taux élevé d'abstention, sa victoire au premier tour lui donne une certaine légitimité, mais sa marge manœuvre est limitée. Il doit gouverner avec un parlement où il n'a pas de majorité, au moins jusqu'aux prochaines élections législatives qui auront lieu en 2021. Bien que le système politique salvadorien soit présidentiel, il ne peut pas contourner l'Assemblée Législative. Son parti, GANA, ne compte que dix députés (sur un total de 84), dont certains sont, eux aussi, soupçonnés de corruption.³⁹ Cambio Democrático, qui est aussi proche de Bukele, n'a qu'un seul député.⁴⁰ Pendant les premières années de son mandat il va donc devoir nouer des alliances avec des députés de l'opposition de gauche et de droite pour obtenir les soutiens nécessaires au vote de ses projets de loi. Ce ne sera pas une tâche facile, tant il a attaqué les représentants de ces partis politiques, et s'il souhaite vraiment éradiquer la corruption, il risque de se faire encore plus d'ennemis.

Le projet politique du nouveau président, qui prendra ses fonctions le 1^{er} juin 2019, est, par ailleurs, très peu précis. Son principal sujet de campagne était la lutte contre la corruption. Pour ce faire, il envisage de créer une commission internationale spéciale, à l'image de la très performante Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), qui s'appellerait CICIÉS.⁴¹ Il s'est aussi exprimé contre les « dictatures » du Venezuela, du Nicaragua et du Honduras,⁴² ainsi que contre la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan au profit de la Chine.⁴³ Il a

³⁹ "What's at Stake in El Salvador's Elections?", *Univision News*, 1 février 2019, <https://www.univision.com/univision-news/opinion/whats-at-stake-in-el-salvadors-elections?hootPostID=2519c91094919d684bd511ffbc5a6011>.

⁴⁰ Données de l'Assemblée Législative du Salvador (<https://www.asamblea.gob.sv/>).

⁴¹ "Bukele reitera que creará comisión contra la impunidad", *elsalvador.com*, 5 février 2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/565166/bukele-reitera-que-creara-comision-contra-la-impunidad/>.

⁴² "El gobierno de Maduro pierde otro aliado en Latinoamérica", *El Nacional*, 5 février 2019, http://www.el-nacional.com/noticias/mundo/gobierno-maduro-pierde-otro-aliado-latinoamerica_269469.

⁴³ "Presidente electo El Salvador evaluará futuro de relación con China: colaborador", *Reuters*, 7 février 2019, <https://lta.reuters.com/articulo/diplomacia-elsalvador-china-idLTAKCN1PX005-OUSLT>.

également évoqué son opposition au mariage mixte ainsi qu'à la légalisation de l'avortement.⁴⁴ Il n'a publiquement pris position sur aucun autre sujet, notamment sur la question des gangs qu'il passe sous silence dans son programme électoral.⁴⁵

Or, en plus de l'opposition parlementaire, Bukele va devoir affronter les gangs, qui ont plus de 60 000 membres et qui sont responsables d'un taux d'homicide supérieur à 50 pour 100 000 habitants, ce qui place le pays parmi les plus violents au monde.⁴⁶ L'équipe de campagne de Bukele ne s'est pas exprimé sur une éventuelle négociation avec les gangs comme il l'avait fait alors qu'il était maire de San Salvador,⁴⁷ mais c'est une question qu'il va devoir régler aussitôt qu'il entre en fonction.

4. Questions pour le développement démocratique

L'élection salvadorienne est une opportunité pour interroger les démocraties latino-américaines et occidentales. Je partagerais ici quatre questions qui peuvent être formulées à partir de l'élection salvadorienne pour alimenter la réflexion sur le développement démocratique. La première concerne la relation entre démocratie et réseaux sociaux. Sartori critiqua en 1989 les dangers de superficialité et l'émotivité de la « vidéo-démocratie » ; aujourd'hui on pourrait parler de « digital-démocratie » où ces dangers sont encore plus prononcés. Au vu du rôle prépondérant qu'ont joué les réseaux sociaux dans l'élection salvadorienne (mais aussi, par exemple, dans les élections de Barack Obama et de Donald Trump aux États-Unis), cette question mérite d'être davantage étudiée, pour mieux comprendre l'influence des réseaux sociaux mais aussi pour actualiser les législations électorales. Au Salvador, par exemple, le Code Électoral ne régule quasiment pas les expressions digitales lors des campagnes électorales.

⁴⁴ “Nuevo presidente de El Salvador se opone al matrimonio igualitario y al aborto”, *El Mundo CR*, 4 février 2019, <https://www.elmundo.cr/mundo/nuevo-presidente-de-el-salvador-se-opone-al-matrimonio-igualitario-y-al-aborto/>.

⁴⁵ “Las pandillas, la sombra que amenaza el proyecto de Bukele en El Salvador”, *Agencia EFE*, 14 février 2019, <https://www.msn.com/es-us/noticias/mundo/las-pandillas-la-sombra-que-amenaza-el-proyecto-de-bukele-en-el-salvador/ar-BBTxn21>.

⁴⁶ “Candidatos a presidir el país: ¿Negociarán o no con las maras?”, *El Mundo*, 2 février 2019, <https://elmundo.sv/candidatos-a-presidir-el-pais-negociaran-o-no-con-las-maras/>.

⁴⁷ “Nayib Bukele también pactó con pandillas, desde antes de ser alcalde de San Salvador”, *Diario TRV*, 30 janvier 2018, <http://www.diariotrv.com/articulo/nacionales/nayib-bukele-tambien-pacto-pandillas-antes-ser-alcalde-san-salvador/20180630103721014955.html>.

La deuxième question concerne les conséquences du désenchantement à l'égard des partis traditionnels. Le cas du Salvador constitue un modèle ou un *pattern* qui peut s'observer dans beaucoup de démocraties occidentales qui suit la séquence suivante : d'abord les partis traditionnels entrent en crise, souvent après des scandales de corruption ou une autre source de mécontentement ; ensuite, un outsider, ou en tout cas quelqu'un qui se présente comme tel, souvent populiste, incarne le désenchantement de la population ; puis, l'outsider gagne l'élection et décime les partis politiques traditionnels, souvent en menant une campagne agressive sur les réseaux sociaux ; enfin, le candidat doit faire face, tôt ou tard, à une crise de gouvernance parce qu'il n'arrive pas à satisfaire les attentes de l'électorat. En Amérique latine, les exemples abondent, d'Hugo Chávez au Venezuela, à Evo Morales en Bolivie ou Jimmy Morales au Guatemala. Il est impératif de mieux comprendre comment traiter les conséquences du désenchantement, d'autant plus que la popularité des gouvernements en exercice ainsi que les taux de participation électorale ne cessent de baisser. Les dirigeants politiques sont de plus en plus mauvais ou les citoyens sont-ils de plus en plus exigeants ? La politique est-elle devenue trop complexe pour permettre aux gouvernants de satisfaire les demandes sociales ?

La troisième question concerne la question de la relation entre élections et insécurité. J'ai décrit avant l'impact de l'insécurité sur le déroulement de l'élection présidentielle du Salvador ainsi que sur la gouvernance post-électorale, mais c'est une réalité généralisable à beaucoup d'autres pays latino-américains qui est souvent sous-estimée. De nombreuses études existent sur l'infiltration du crime organisé dans les institutions politiques, notamment au Mexique (Schedler, par exemple), mais la relation entre élections et insécurité est beaucoup moins théorisée. Or, on sait de nombreux cas latino-américains où des organisations criminelles ont financé des partis politiques ou exercent une influence sur le déroulement des élections. Une question liée est celle des conditions nécessaires pour un exercice démocratique libre, qui devraient inclure un accès sécurisé des électeurs aux bureaux de vote.

Enfin, la quatrième question concerne la participation politique de ministres religieux ou de partis politiques avec une base confessionnelle, qui a posé débat lors de l'élection salvadorienne. Selon des données du Religion and State Project,⁴⁸ des prohibitions pour la participation de

⁴⁸ Religion and State Project, Université Bar-Ilan (Israël) (<http://religionandstate.org/>).

représentants cléricaux n'existent que dans une dizaine de pays latino-américains⁴⁹ mais sont rares sur le plan international. Dans les démocraties européennes, ce type de restrictions n'existe pas, et la France, pourtant le berceau de la laïcité, ne fait pas exception. Dans un article éclairant intitulé « Religion in the Public Sphere » (*La religion dans la sphère publique*), le philosophe allemand Jürgen Habermas considère que dans une démocratie toutes les opinions, qu'elles soient séculières ou religieuses, devraient avoir la possibilité de s'exprimer librement (2006). L'utilisation d'arguments religieux dans un débat public ou la participation de candidats religieux ne constitue pas, en soi, un irrespect du principe de séparation entre l'Église et l'État parce qu'il ne s'agit pas d'une subordination illégitime d'une institution à l'autre, mais simplement de l'expression libre d'idées dans une société démocratique. Toutefois, la fréquence croissante de l'utilisation de rhétorique religieuse dans les débats politiques ainsi que la participation active de partis religieux dans un certain nombre de pays latino-américains, notamment au Brésil, pose de sérieux problèmes. Comment garantir le pluralisme politique tout en évitant les projets politiques discriminatoires et qui polarisent ?

Références citées

- Dahl, R.A. (2000). A Democratic Paradox? *Political Science Quarterly* Vol. 115, No. 1, pp. 35-40.
- Habermas J. (2006). Religion in the Public Sphere. *European Journal of Philosophy* 14:1, pp. 1–25.
- Sartori, G. (1989). Video power. *Government and Opposition* 24(1), pp. 39-53.
- Schedler A. (2015). *En la niebla de la guerra: los ciudadanos ante la violencia criminal organizada*. Ciudad de México: Centro de Investigación y Docencia Económicas.

⁴⁹ En plus du Salvador, il y a des prohibitions pour la participation politique de ministres religieux en Bolivie, Costa Rica (pour les ministres catholiques), Cuba, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay et au Venezuela. L'existence de partis politiques religieux est prescrite seulement dans les pays suivants : Cuba, Honduras, Mexique, Panama et Venezuela.